

LA DÉTESTATION

de Jean-Marie le Pen

*"Jean Daniel, vous allez pouvoir exprimer
votre indignation après la page de publicité.."
(Jean-Pierre Elkabbach, au lendemain de Carpentras).*

En France, la maladie politique des années quatre-vingts s'est manifestée comme influence grandissante de l'extrême-droite. Cette circonstance s'explique par l'histoire du pays depuis la fin de la guerre.

Après le retrait du Général de Gaulle en 1969, la France avait été gouvernée sur la base de deux orientations diamétralement opposées à celles qu'il avait tenté de faire

prévaloir : obédience atlantique de plus en plus stricte en politique internationale, soumission progressive aux contraintes de l'économie mondiale sans égard pour les intérêts nationaux. Au vu des résultats que cela donnait au tournant des années quatre-vingts, il était inévitable qu'une partie de l'opinion se posât la question politique en termes de continuité ou de rupture.

Or il se trouve que tout ce qui passait pour fermement oppositionnel dans la vie politique française depuis 1945 avait fini par être absorbé dans une sorte de centre mou et consensuel, vainqueur de toutes les élections et dispensateur de toutes les places. Ayant peu de prise sur le mouvement des choses, les hommes publics qui se succèdent au pouvoir se consacrent de plus en plus exclusivement à leur propre carrière et à la politique spectacle qui en est le moyen. La corruption s'est généralisée. Lorsque l'extrême-gauche, les partis soit-disant écologistes et les communistes eux-mêmes, eurent fini par former des alliances électorales avec l'un ou l'autre des partis centristes de gouvernement et par fournir occasionnellement des ministres chargés d'appliquer des politiques consensuelles, il n'est plus rien resté qui fût susceptible de fixer le vote de ceux qui par tempérament ou situation tendaient à résister à la tendance.

A force de ne plus gérer que des mots et de laisser s'accumuler les rancoeurs, les politiciens, qui arrivent d'habitude, entre deux scandales, à se faire passer pour respectables en évitant de dire trop de mal les uns des autres, se sont trouvés confrontés à cette horreur choquante : des citoyens qui sincèrement ne les aimaient pas et désapprouvaient profondément leur politique. Or la solidité du consensus entre milieux dirigeants, la perfection des arrangements politiques, étaient tels que ces récalcitrants n'avaient guère d'autre choix, pour faire entendre une protestation vraiment énergique, que de voter pour un mini-parti né d'un refus très ancien et très profond de la France d'après la décolonisation, et même d'après la Libération, et même d'après la Révolution. A peine un parti, d'ailleurs, puisqu'il se contentait de l'appellation '*Front national*'. Et lorsque ce mouvement se mit à croître électoralement très au-delà des 5 % d'adhésion électorale qu'il obtenait à l'époque où les gouvernements défendaient plus ou moins l'intérêt collectif, la vie politique s'est réveillée en sursaut.

Après des années de promotion, scandaleuse pour leurs militants et électeurs respectifs, du business par le parti prétendument socialiste rassemblé par François Mitterrand et de l'atlantisme par les néo-gaullistes

liquidateurs du gaullisme comme Jacques Chirac, l'extrême-droite, que l'on croyait au bord de la disparition totale, était la seule à rester fidèle à sa propre tradition idéologique : un nationalisme passéiste pour l'essentiel, et donc rien de bien opérationnel, mais qui présentait la particularité d'être, au niveau au moins des mots, *différent*.

Une telle base idéologique n'aurait pas suffi à fournir un grand nombre de nouveaux adeptes au parti rétrograde s'il n'était en même temps devenu le seul à professer, sur certains sujets justement devenus cruciaux, comme la politique d'immigration, le libre-échange illimité, l'intégration européenne et même -paradoxe- les protections et avantages sociaux à la française, des vues distinctes du nouveau consensus bourgeois.

A partir du changement de cours de la politique mitterrannique en 1982-83, qui revenait à faire du pompidolo-giscardisme avec des ministres socialistes et un parti communiste réduit au silence, le *Front National* de Jean-Marie Le Pen était tout simplement devenu le seul parti authentiquement oppositionnel.

Le vote pour le Front national, plus d'un observateur l'a noté, relevait de la jacquerie électorale. On a dit, et c'était juste, que le Front national était un parti protestataire.

Mais contre quoi des citoyens qui n'avaient souvent aucune raison forte d'approuver le programme de ce parti, qui n'en avaient qu'une idée vague, et que d'autres s'étaient chargés de convaincre que les programmes ne sont décidément pas faits pour être appliqués, contre quoi ces électeurs votaient-ils vraiment ?

Les observateurs attentifs à la dimension morale des choses seraient en position d'arguer qu'ils votaient principalement contre le mensonge. Car le mensonge était devenu le trait dominant du débat public. Il était de deux types principaux : mensonge sur la réalité et mensonge sur l'action. Il y avait les promesses non tenues, les programmes dont on expliquait après coup qu'ils n'avaient jamais été conçus pour être appliqués, mais seulement pour être approuvés, puis il y avait le manque de sincérité de la presse et du discours officiel sur l'état des choses dans le pays : l'immigration de masse n'existait pas ; le niveau éducatif était en progrès ; le chômage allait disparaître ; la délinquance n'avait jamais été aussi limitée, et reculait sans cesse ; les grands monopoles internationaux nous voulaient du bien ; le libre-échange allait sans cesse nous enrichir davantage.

Rappelons une banalité de la science politique : si le mensonge peut être une vertu du prince dans un système de gouvernement personnel, il est en revanche délétère pour la démocratie, où l'inadéquation des pratiques aux principes vide l'acte électoral de son sens, et rend vaine la participation populaire à la vie politique. Pourquoi se fatiguer à écouter des gens qui ne croient pas eux-mêmes ce qu'ils disent ? Sur quelle base les approuver ou les désapprouver ? L'abstention électorale et le vote purement protestataire mirent longtemps à monter chez un peuple aussi civique que le peuple français, mais finirent bien logiquement par devenir visibles, puis massifs, puis préoccupants pour ceux-là même qui, au moins temporairement, en profitaient pour accéder au pouvoir tout en ayant de moins en moins de crédit, de militants et d'électeurs.

L'échec cuisant du parti socialiste lors des élections de 2002 était imprévu, mais il était mérité. Lorsqu'un grand parti de gouvernement, muni d'une tradition presque séculaire, appuyé sur de vastes couches intellectuelles et en même temps sur des fractions importantes des milieux d'affaires réussit à réunir moins de voix à une élection majeure qu'un groupuscule extrémiste qui n'existait pas vingt ans plus tôt, que les médias vilipendent à longueur

d'année, qui ne bénéficie d'aucune aide financière, dont le chef est régulièrement poursuivi et condamné par la justice, cela ne peut pas être un fait du hasard ou le résultat d'un malentendu ou d'un égarement collectif. C'est qu'il y a à cela des raisons à explorer.

La vague n'est pourtant pas montée beaucoup plus haut par la suite. Si la peur de l'avenir fait voter pour le parti qui se veut celui du changement pour de bon, ce qui retient de le faire plus massivement, c'est la peur du changement. Les politiciens du *business as usual*, pour se maintenir au pouvoir, jouaient sur le fait que les Français étaient coincés entre leur peur de l'avenir et leur peur de l'action.

Du côté du pouvoir, on ne vit donc que de la réaction et de l'imitation. A la menace que les résultats électoraux du Front national ont soudain représentée pour eux, politiciens et gourous médiatiques ont opposé, non pas des inflexions politiques sérieuses mais une pose moralisatrice et un chantage à la peur. On ne peut critiquer la société et le gouvernement que de mauvaise foi et pour de mauvaises raisons : tel est le point de vue naturel des élites. La démocratie est pour elles un système dans lequel le peuple les élit forcément, puisqu'elles sont les élites. Et une fois passé ce mauvais moment qu'est la période électorale,

elles gouvernent comme elles l'entendent, selon des principes directeurs qu'elles énoncent peu et rarement, à coup de mesures souvent imprévues et peu réfléchies, l'étendue des possibles n'étant limitée que par la pauvreté de leur imagination et la complexité de leurs intérêts intriqués. Et si l'on n'aime pas cela, qui est à leur avis l'état idéal de la politique, c'est que l'on doit être profondément méchant.

Face à le Pen et au défi qu'il représentait, la réaction fut purement communicationnelle. La propagande prit parfois des voies surprenantes. De sa critique de l'immigration africaine, on a conclu que Le Pen était mu par l'antisémitisme : un antisémitisme qu'il se gardait d'exprimer presque aussi bien que tant d'autres politiciens du passé et même du présent qui ne lui cédaient en rien sur ce point. C'est que l'antisémitisme est une idéologie condamnée par l'histoire et que le dénoncer n'engage à rien lorsqu'il n'y a presque plus de Juifs, et que d'ailleurs ils ne demandent rien. On faisait silence en revanche sur l'anticommunisme frénétique qui avait motivé la plupart des forfaits commis dans le passé par la mouvance vichyste et colonialiste dont son mouvement était issu, parce que l'anticommunisme est une haine que la bourgeoisie centriste partageait avec le Front national, et dont elle se

servait elle aussi pour mobiliser ses soutiens nationaux et étrangers.

La supercherie anti-anti-sémite (ceci n'est pas une faute de frappe) qui avait connu un moment haut, et électoralement décisif, avec l'affaire de Carpentras, s'est depuis amplifiée et généralisée. L'astuce était trop bonne pour ne servir que contre le Front national. Depuis bientôt quarante ans, et cela commence à devenir lassant, à toute proposition contestataire d'où qu'elle vienne et quel que soit son contenu explicite, on répond que les gens qui disent cela doivent être un peu racistes. L'objectif étant de ne pas avoir à discuter de quelque sujet que ce soit. Car il s'agit seulement de ramener au bercail les électeurs égarés sans avoir à changer de politique.

Bien sûr, on jouait déjà à se faire peur quand on comparait Le Pen à Hitler. Lorsqu'on cherchait à comprendre la France du vingtième siècle au moyen d'exemples et de mots remontant à la seconde guerre mondiale, on amusait le public pour cacher les véritables enjeux et les véritables responsabilités. Et comme la supercherie continue, il vaut peut-être la peine de rappeler que ni Hitler ni Mussolini ni Franco ne sont parvenus au pouvoir par la ruse, comme on affecte de croire que l'entend le Front national. Ils ont

utilisé la violence ouverte. Mais où sont les milices armées du Front national? Quelles violences, quels attentats peut-on lui attribuer? Ensuite, ni Hitler ni Mussolini ne dissimulaient sur le point de qui était leur cible. «Jean-Marie le Pen nie être ouvertement raciste » accusait drôlement un ponte médiatique : voilà une chose dont on n'aurait pas pu accuser Hitler, et donc les différences l'emportaient sur les ressemblances. Au total, la peur des élites au pouvoir qui criaient au loup parce qu'elles craignaient pour leurs bonnes places était à la fois dérisoire et effrayante.

Effrayante : le pli pris par le débat politique était effrayant en effet parce que le racisme et l'antisémitisme n'étant pas des opinions défendables, le débat politique, de plus en plus centré sur les idées que l'on prête au Front national plutôt que sur celles qu'il professe, s'en est trouvé réduit à un échange d'accusations et de dénégations. Le nazisme est depuis plus d'un demi-siècle l'archétype du mal radical, mais, il faut le dire aux jeunes générations, c'est surtout depuis les années quatre-vingts, la disparition de l'opposition et la dégénérescence idéologique du débat politique qu'il n'y a presque plus rien d'autre qu'un épouvantail naziforme pour discréditer un adversaire politique. Face à toute critique, on a cherché non ce qu'il

aurait fallu faire pour lui donner tort, mais l'angle médiatique qui permettrait de discréditer l'adversaire. On a eu droit, contre Le Pen d'abord, mais depuis contre tout adversaire, non pas à l'argumentation, mais à l'attaque ad hominem généralisée. Cela a été depuis mis en système par des escouades de '*communiquants*' , et c'est ainsi que l'on a vu un phénomène caractéristique de l'époque, et pas seulement en France, et pas seulement sur ce sujet : l'intolérance vociférante de gens qui ne croient à rien.

Si la pose morale de *l'establishment* est effrayante, elle est en même temps dérisoire. Car ce que les élites dirigeantes ont reproché au Front national, ce n'était pas ses origines idéologiques, ni son programme, ni son action militante. C'était ses vérités. Il était idiot, certes, d'abandonner ne serait-ce qu'une vérité à des gens que l'on détestait et que l'on méprisait : et ceux qui l'ont fait finirent par le payer en défiance et en mépris. Car tôt ou tard la vérité se fait jour, et alors que faire? L'école va mal, l'hôpital va mal, les affaires vont mal, le chômage dure, la violence monte. On est obligé d'en parler. Il ne reste plus qu'à donner raison à l'ennemi ou à s'enfoncer toujours davantage dans un système de mensonges de moins en moins convaincants.

Au lieu de répondre politiquement à la contestation de l'extrême-droite d'abord, mais depuis contre tout contradicteur, on s'est acharné à débusquer des intentions dissimulées. A le Pen on reprochait des jeux de mots dérisoires et l'on se perdait dans l'exégèse infinie de propos ambigus échappés ou surpris : de tous désormais, dès lors qu'ils déplaisent, on exige à tout moment des professions de foi sur des points d'histoire éloignés du sujet. Le brevet de bien-pensance est devenu obligatoire pour s'exprimer publiquement, voire pour exercer son métier. Puis à force de procès les juges ont finalement été chargés de dire à la place des citoyens qui était digne de les représenter. Et comme les juges ne tranchaient pas toujours dans le même sens et que chaque relâche risquait de passer pour un certificat de civisme, il a fallu rendre sans cesse la loi plus sévère : au bout de vingt ans de traitement judiciaire du problème d'abord posé par l'extrême-droite, mais désormais par toute opposition consistante au pouvoir bourgeois et anti-national qui s'est imposé sans partage, la liberté de pensée a été érodée en France à un point sans équivalent ailleurs en Europe, et nul ne peut se croire à l'abri de poursuites judiciaires dès lors qu'il devient pour ce pouvoir une menace significative.

Mais l'essentiel ne s'est pas joué dans les prétoires. Les journalistes sont tout naturellement devenus les acteurs principaux de la vie politique réduite à une enquête de police judiciaire. Car les journalistes, plus encore que les juges, et aussi mal si c'est possible, aiment bien juger de tout, et c'est par eux surtout que toute la vie intellectuelle s'est trouvée peu à peu plongée dans une pesante atmosphère de terrorisme intellectuel. Ce sont d'infinis donneurs de leçons, et lorsqu'ils invitent un quelconque dissident dans leurs émissions, c'est pour un interrogatoire en règle, tel qu'ils ont appris à le faire d'abord avec le Pen.

Au bout de toutes ces années perdues à dénoncer Le Pen et à ne résoudre aucun problème réel, la politique du consensus bourgeois avait duré. Mais à quel prix ! Le soupçon de racisme est devenu l'alpha et l'oméga du débat politique, transformé en anachronique fantasmagorie, sans que pour autant le racisme réel ait en rien diminué : car les préjugés ne disparaissent pas parce qu'ils sont réprimés. Ils entrent dans la clandestinité. (1)

Le terrorisme intellectuel généralisé conduit à l'exil intérieur. On s'était aperçu que les sondages saisissaient mal les intentions de vote pour le Front national : mais c'est que le vote Le Pen ne s'avouait pas. Au lieu de se

demander s'il était bon pour la démocratie que l'on aille voter comme on va au bordel, les antilepénistes professionnels s'étaient alors félicités qu'il existât un "tabou" sur le Front national. Le peuple doit être bien conscient qu'il y a deux sortes de formations politiques : les partis respectables, encenseurs et consensuels, pour lesquels on peut voter, et au sein desquels le Président de la République, quel qu'il soit, choisit ses ministres, et puis le parti du Mal, qu'il faut écraser. Une démocratie comme cela, Louis XIV l'aurait trouvée à son goût. Il aurait mis un polytechnicien socialisant aux finances, un néo-gaulliste autoritaire à la police, et le Pen aux galères. Peut-être aussi aurait-il pensionné une opposition de sa majesté, de préférence chrétienne-démocrate, comme il pensionnait le Parlement pour en recevoir de respectueuses remontrances.

On avait vu la montée d'une nouvelle forme de censure : la censure privée exercée par les organes de communication. Les journalistes au début ont voulu faire que Le Pen n'existe plus : et comme pour eux le monde se réduit à ce qui se montre dans leurs média ils nous ont d'abord privés de son image. Il faudrait dire plutôt qu'à leur idée ils le privaient d'image : et c'était leur façon de passer condamnation. D'autres fois, parce qu'étant haut en

couleur il rapportait beaucoup, ils se résignaient à ce qu'il existât, pourvu qu'il fût scandaleux. Les journalistes ont le goût du procès à grand spectacle. Ils vivent d'événements : et que feraient-ils s'il n'y avait pas des gens comme le Pen, ou plus récemment Trump toute l'année, et un gros scandale de temps en temps? Faire la morale et faire de l'audience : à la jonction de ces deux nécessités contradictoires, la détestation de Jean-Marie Le Pen était devenue le spectacle le plus réussi des années quatre-vingt. Mais comme en même temps, commercialement parlant, trois scandales valent mieux qu'un, la presse ne nous a rien caché non plus des moeurs douteuses des politiciens que contradictoirement elle nomme *respectables* : et ces révélations ont trouvé dans le pays un écho qui dépasse l'attente d'une Nomenklatura enfermée dans ses privilèges, et qui n'a aucune idée des sentiments qu'elle inspire aux gens ordinaires. Aussi, les soirs de consultation électorale, la panique règne-t-elle sur les plateaux de la télévision, politiciens et journalistes commentant les résultats avec angoisse et criant à la mort de la *démocratie*.

D'un débat politique de bonne foi, il n'est depuis longtemps plus question. Depuis longtemps, il est trop tard pour parler raison. On en est depuis longtemps aux

insultes et aux menaces. "*Si Le Pen est un salaud, les électeurs de Le Pen sont des salauds*", avait fini par dire Bernard Tapie. Et un ministre avait demandé que l'on *exterminât* le Front national. La vie politique est devenue l'affrontement violent entre des camps ennemis. Dans une ambiance d'hystérie collective, des procureurs auto-désignés découvrent chaque jour une nouvelle forme de racisme et de nouveaux racistes. De proche en proche, le soupçon s'est peu à peu étendu à tout ce qui ose encore exprimer des idées ou des sympathies : car aussi prudent que l'on soit, on finit toujours par avoir fait au moins une fois l'éloge de ce qui était interdit de mention ou d'éloge, ou la critique de ce qu'il est interdit de mettre en doute. Telle était la logique de l'anti-lepénisme, tout à fait comparable à celle du Maccarthisme, des purges staliniennes et de tous les procès de sorcellerie de tous les temps : la culpabilité par association, le soupçon sur quiconque refuse de se faire lui même accusateur. Soupçon qui tombe aujourd'hui sur toute contestation d'une vérité médiatique officielle.

C'est alors qu'on en est réduit à dénoncer de plus en plus de monde : tous ceux, souvent d'anciens alliés ou amis, lorsqu'ils finissent par reconnaître que sur un point au moins peut-être, c'étaient les salauds d'en face qui avaient

raison. Alors, le désespoir n'est pas loin : car les ennemis de la démocratie semblent surgir de toute part. Les traîtres à la cause se multiplient à proportion que l'on avait occulté des vérités. Tous s'en prennent à l'un ou l'autre des mensonges que l'on avait crus nécessaires à la démocratie. On leur reproche de parler comme Le Pen : et pour une fois le reproche est justifié. Le désordre dans les rangs démocratiques est la conséquence de la tactique qui avait consisté, des années durant, à contredire le Pen systématiquement et sans réfléchir. Le Pen lui-même est vieux et oublié, mais, il suffit à ses successeurs de dire comme lui et ils semblent faire dans la banalité plutôt que dans la provocation. Ils semblent avoir le bon sens de leur côté, et tout propos de bon sens semble les adouber.

Le mécanisme d'exclusion qu'on accusait l'extrême-droite de vouloir mettre en place est celui que l'on a depuis mis en place à l'encontre de toute opposition. Et ceux qui parlaient sans cesse d'intégration et de tolérance sont les plus acharnés à pratiquer la dénonciation et l'exclusion, protégés qu'ils sont par leur énorme bonne conscience. Et si les libertés ont aujourd'hui tant à craindre d'un président-dictateur, c'est que les citoyens ont été un peu trop bien dressés par les supposés anti-racistes et anti-fascistes à la docilité, et les juges à la servilité. C'est l'état

de la France qui invitait à la dictature, et là où la dictature est possible, il y aura toujours un dictateur pour s'en revêtir.

1. On se souvient de la participation du président Mitterrand à la manifestation contre le Front national à la suite de la profanation d'un certain nombre de sépultures juives dans le cimetière de Carpentras. L'enquête devait par la suite révéler qu'il s'agissait de l'acte d'individus isolés : mais un journaliste avait résumé l'opinion générale en expliquant que *même si le Front national n'était pas directement coupable des faits, il en était moralement responsable*. Il fallait au moins cela pour justifier qu'un président de la république, l'arbitre suprême en principe entre les Français de toute profession, de toute race et de toute opinion, manifeste dans la rue contre un mouvement politique légal, et nommément contre un homme public Français qui avait à plusieurs reprises rassemblé sur son nom des millions de suffrages. Il faut rappeler que l'un des slogans entendus dans la manifestation présidée par le président n'était rien moins que 'à mort le Pen'.

(2) Hannah Arendt a montré par quel enchaînement la prétention de scruter et d'amener au jour les motivations

profondes des actes publics conduit à l'hypocrisie, qui conduit à son tour à la montée des comportements criminels dans la vie publique. L'étalage des bonnes intentions ne conduit pas à une bonne politique mais à l'hypocrisie généralisée, au triomphe de la mauvaise foi.

"To be sure, every deed has its motives as it has its goal and its principle; but the act itself, though it proclaims its goal and makes manifest its principle, does not reveal the innermost motivation of the agent. His motives remain dark, they do not shine but are hidden not only from others but, most of the time, from himself, from his self-inspection, as well. Hence the search for motives, the demand that everybody display in public his innermost motivation, since it actually demands the impossible, transforms all actors into hypocrites; the moment the display of motives begins, hypocrisy begins to poison all human relations. The effort, moreover, to drag the dark and the hidden into the light of day can only result in an open and blatant manifestation of those acts whose very nature makes them seek the protection of darkness; it is, unfortunately, in the essence of these things that every effort to make goodness manifest in public ends with the appearance of crime and criminality on the political scene."

[Tout acte a des motifs un but et un principe; mais il ne révèle pas ses motifs du simple fait qu'il est effectué, alors qu'il manifeste son principe et affiche son but. Les motifs d'un acte demeurent obscurs aux yeux mêmes de son auteur. Demander que soient révélés les motifs intimes d'un acte, c'est demander l'impossible, c'est transformer chacun en hypocrite, et empoisonner les relations humaines. De plus, vouloir mettre au jour ce qui est obscur ne peut aboutir qu'à l'affirmation ouverte des actes dont la nature requiert l'obscurité. De par la nature des choses, la tentative de faire éclater la bonté dans l'action publique aboutit à faire monter le crime sur la scène politique].